

Situation Mensuelle de l'Etat



Décembre 2020 Provisoire



Synthèse	2
Faits marquants	2
Chiffres clés	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
Recettes	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé)	10
Recettes non fiscales du budget général	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dette financière de l'Etat	17
Notes méthodologiques	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -178,099 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin décembre 2020 s'élève à -178,099 Md€ contre -100,927 Md€ à fin décembre 2019 retraité des mesures de changement de périmètre adoptées en LFI 2020.

Cette évolution (-77,172 Md€) s'explique par une

augmentation des dépenses nettes de 52,336 Md€, une baisse des recettes nettes de 15,529 Md€ et une variation négative du solde des comptes spéciaux de 9,306 Md€.

Dépenses du budget général *(nettes de R&D) : 389,678 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Plan d'urgence face à la crise sanitaire** : 7,062 Md€, essentiellement au titre du programme « Fonds de solidarité pour les entreprises » (4,257 Md€) et du programme « Prise en charge du dispositif exceptionnel de chômage partiel » (2,003 Md€) ;

► **Mission Enseignement scolaire** : 6,347 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,848 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (1,951 Md€) ;

► **Mission Défense** : 3,705 Md€, essentiellement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,772 Md€) et du programme « Préparation et emploi des forces » (1,080 Md€) ;

► **Mission Cohésion des territoires** : 2,768 Md€, principalement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (1,916 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,664 Md€, principalement au titre du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,975 M€) ;

Les dépenses nettes à fin décembre 2020 s'élèvent à 389,678 Md€ contre 337,342 Md€ à fin décembre 2019 retraité.

Cette évolution (+52,336 Md€) résulte principalement de la hausse des dépenses d'intervention à hauteur de 42,630 Md€ (essentiellement les mesures prises pour faire face à l'épidémie de COVID-19, dont la mission « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » pour 33,516 Md€ ainsi que la mission « Solidarité, insertion

► **Mission Travail et emploi** : 2,605 Md€, principalement au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » (1,554 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 1,992 Md€, montant réparti sur les divers programmes composant la mission ;

► **Mission Sécurités** : 1,885 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (1,027 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,786 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 1,572 Md€, montant réparti sur les divers programmes composant la mission ;

► **Mission Engagements financiers de l'Etat** : 1,427 Md€, principalement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » (1,352 Md€).

et égalité des chances » pour 4,178 Md€, de fonctionnement pour 11,223 Md€ (essentiellement la mission « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » pour 8,304 Md€) et de personnel pour 1,391 Md€.

Ces augmentations sont partiellement compensées par la baisse de 4,054 Md€ des charges de la dette de l'Etat (baisse prévue en lois de finances en raison de la diminution du montant des intérêts des OAT).

Recettes du budget général *(nettes de R&D) : 217,000 Md€

Les principales recettes du mois

► **IS net** : 12,297 Md€ (essentiellement au titre de l'acompte au 15 décembre) ;

► **IR net** : 11,000 Md€ (montant notamment lié à la quatrième échéance du solde 2019) ;

► **TVA nette** : 9,204 Md€ ;

► **Fonds de concours** : 4,271 Md€ (versement de 4,050 Md€ effectué par la SNCF dans le cadre du plan de relance pour le secteur ferroviaire) ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 3,783 Md€, dont 2,050 Md€ de droits de mutations à titre gratuit ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 1,309 Md€, dont 0,704 Md€ de prélèvements de solidarité ;

► **TICPE** : 1,294 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -2,372 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -3,791 Md€, principalement au titre de la dotation globale de fonctionnement - DGF (-2,029 Md€) et au profit du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée - FCTVA (-1,226 Md€).



Recettes fiscales *(nettes de R&D) : 255,953 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin décembre 2020 s'élèvent à 255,953 Md€ contre 274,708 Md€ à fin décembre 2019 retraité.

L'évolution s'élève à -18,755 Md€.

Les recettes d'IS net sont en hausse de 2,863 Md€ (montant lié à une baisse des R&D de 6,289 Md€) et l'IR net augmente de 2,266 Md€ (hausse des recettes brutes de 9,823 Md€ et des R&D de 7,557 Md€).

Des baisses sont constatées en recettes de TVA nette pour 7,835 Md€ (baisse des recettes brutes de

4,632 Md€ et hausse des R&D de 3,203 Md€), de TICPE pour 5,120 Md€ et en autres recettes fiscales nettes pour 10,929 Md€ (hausse des R&D de 6,486 Md€, principalement de TH pour 3,909 Md€ et baisse des autres recettes fiscales brutes de 4,442 Md€, dont « Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes » à hauteur de 2,430 Md€ et « Autres impôts directs et taxes assimilées » à hauteur de 1,629 Md€).

Recettes non fiscales : 14,769 Md€

Les recettes non fiscales à fin décembre 2020 s'élèvent à 14,769 Md€ contre 13,878 Md€ à fin décembre 2019 retraité.

Cette évolution (+0,891 Md€) s'explique principalement par une hausse des « Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite » pour 3,053 Md€ (essentiellement en raison de l'amende de

2,083 Md€ versée par la société AIRBUS SE en février 2020 et de la sanction de 1,102 Md€ payée par la société Apple en septembre 2020) et des « Produits du domaine de l'Etat » pour 0,762 Md€.

Cette hausse est partiellement compensée par une diminution des dividendes et recettes assimilées pour 1,213 Md€ (notamment suite à la crise sanitaire).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -65,690 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin décembre 2020 s'élèvent à -65,690 Md€ contre -61,872 Md€ à fin décembre 2019 retraité.

Cette évolution (-3,818 Md€) s'explique par une hausse

des prélèvements sur recettes de l'Etat au profit de l'UE et au profit des collectivités territoriales respectivement à hauteur de 2,666 Md€ et 1,151 Md€ (augmentations prévues en lois de finances).

Fonds de concours : 11,968 Md€

Les fonds de concours à fin décembre 2020 s'élèvent à 11,968 Md€ contre 5,815 Md€ à fin décembre 2019 retraité.

Cette évolution (+6,153 Md€) s'explique essentiellement par les contributions destinées à faire face à la crise sanitaire.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -5,421 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 9,257 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 8,552 Md€ (essentiellement au titre des échéances de CFE/IFER, de TF et de TH) ;

► Le compte « **Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics** » enregistre des dépenses pour 3,128 Md€ et des recettes pour 7,068 Md€ (ces opérations sont liées aux avances versées par l'ASP au titre des aides communautaires de la politique agricole commune et à leur remboursement par l'UE) ;

Le solde des comptes spéciaux à fin décembre 2020 s'élève à -5,421 Md€ contre +3,885 Md€ à fin décembre 2019 retraité.

Cette évolution (-9,306 Md€) s'explique essentiellement par une diminution du solde des comptes de concours financiers à hauteur de 6,163 Md€ (essentiellement le compte « Avances aux

► Le compte « **Participations financières de l'Etat** » affiche des dépenses pour 6,555 Md€ (essentiellement pour soutenir les entreprises fragilisées par la crise sanitaire) ;

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » présente des recettes pour 1,602 Md€ (essentiellement au titre d'un abondement du budget général) ;

► Le compte « **Avances à l'audiovisuel public** » affiche des recettes pour 2,229 Md€ (principalement au titre de recettes adossées à la TH).

collectivités locales »), et du solde des comptes d'affectation spéciale à hauteur de 3,142 Md€ (essentiellement une baisse du solde du compte « Participations financières de l'Etat » afin de soutenir les entreprises fragilisées par la crise sanitaire).

Dettes financières de l'Etat au 31 décembre : 2 031,337 Md€

La dette financière est en augmentation de 201,737 Md€ depuis le début de l'année 2020.

Les principaux flux nets positifs concernent les OAT

pour 123,488 Md€, les BTF pour 54,675 Md€ et les dettes financières pour 23,575 Md€ (reprise de la dette SNCF intervenue en janvier pour 25,000 Md€).



	Mois	Cumul à fin décembre		Renvoi Page	
	Décembre	2020	2019 retraité 2019 exécuté		
unité : million d'€					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-1 251	-178 099	-100 927	-92 837	5
Dépenses du budget général (nettes de R&D)	38 872	389 678	337 342	336 069	6
Recettes du budget général (nettes de R&D)	37 578	217 000	232 529	239 156	10
Principales recettes fiscales (nettes de R&D)					
- IR	11 000	74 009	71 743	71 743	
- IS *	12 297	36 329	33 466	33 466	
- TVA	9 204	113 770	121 605	128 977	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	43	-5 421	3 885	4 075	15
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	3 130	156 255			16
Dette financière de l'Etat	1 497	2 031 337			17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin décembre		
	Décembre	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	994	993	991
Dépenses de personnel	11 443	133 005	131 614	131 641
Dépenses de fonctionnement	5 050	64 895	53 672	53 495
Charges de la dette de l'Etat	1 443	36 202	40 256	40 256
Dépenses d'investissement	1 105	13 640	12 783	12 412
Dépenses d'intervention	19 628	139 234	96 604	95 751
Dépenses d'opérations financières	203	1 707	1 421	1 522
Total des dépenses (nettes de R&D) (I)	38 872	389 678	337 342	336 069
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	37 062	255 953	274 708	281 289
Recettes non fiscales	2 408	14 769	13 878	13 967
Prélèvements sur recettes	-6 163	-65 690	-61 872	-61 915
Fonds de concours	4 271	11 968	5 815	5 815
Total des recettes (nettes de R&D) (II)	37 578	217 000	232 529	239 156
Total des recettes (nettes de R&D, hors prélèvements sur recettes)	43 741	282 690	294 402	301 071
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-1 294	-172 678	-104 813	-96 912
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-6 976	118	3 260	3 450
Solde des comptes de concours financiers	5 905	-5 613	550	550
Solde des comptes de commerce	1 141	51	-30	-30
Solde des comptes d'opérations monétaires	617	1 521	46	46
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	43	-5 421	3 885	4 075
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-1 251	-178 099	-100 927	-92 837



	Mois	Cumul à fin décembre		
	Décembre	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	11 443	133 005	131 614	131 641
Rémunérations d'activité	6 692	76 489	75 721	75 712
Cotisations et contributions sociales	4 643	55 749	55 135	55 173
Prestations sociales et allocations diverses	108	767	757	756
AUTRES TITRES	27 429	256 673	205 728	204 428
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	994	993	991
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	5 050	64 895	53 672	53 495
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	3 447	35 239	24 740	24 475
Subventions pour charges de service public	1 603	29 656	28 932	29 020
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	1 443	36 202	40 256	40 256
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	1 443	36 202	40 256	40 256
Titre 5 - Dépenses d'investissement	1 105	13 640	12 783	12 412
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	992	10 636	9 906	9 645
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	113	3 004	2 876	2 768
Titre 6 - Dépenses d'intervention	19 628	139 234	96 604	95 751
Transferts aux ménages	5 782	54 725	51 055	49 884
Transferts aux entreprises	10 283	51 704	15 253	15 676
Transferts aux collectivités territoriales	1 083	9 193	8 607	8 588
Transferts aux autres collectivités	2 462	23 565	21 640	21 554
Appels en garantie	18	47	48	48
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	203	1 707	1 421	1 522
Prêts et avances	37	312	103	203
Dotations en fonds propres	167	798	744	745
Dépenses de participations financières	0	597	574	574
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	38 872	389 678	337 342	336 069



unité : million d'€	Mois de décembre		Cumul à fin décembre 2020		Cumul à fin décembre 2019 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION ET TRANSFORMATION PUBLIQUES	150	47	327	113	55
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	63	15	166	35	12
Fonds pour la transformation de l'action publique	85	31	152	72	38
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines	0	0	0	0	0
Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'Etat	2	1	10	6	6
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	194	376	2 934	2 941	2 820
Action de la France en Europe et dans le monde	162	267	1 778	1 785	1 752
Diplomatie culturelle et d'influence	10	27	757	758	688
Français à l'étranger et affaires consulaires	22	82	398	398	363
Présidence française du G7 ⁽³⁾	0	0	0	0	17
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	352	439	3 824	3 873	3 395
Administration territoriale de l'Etat ⁽²⁾	198	265	2 210	2 224	1 817
Vie politique, culturelle et associative	40	43	235	222	182
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	114	131	1 380	1 427	1 396
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	290	423	2 957	2 886	2 916
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	198	305	1 781	1 712	1 766
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	35	51	558	556	537
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	57	66	618	619	613
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	445	577	6 524	3 380	2 992
Aide économique et financière au développement	120	205	3 764	1 180	994
Solidarité à l'égard des pays en développement	326	372	2 759	2 200	1 998
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	229	480	2 173	2 186	2 299
Liens entre la Nation et son armée	0	4	26	26	34
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	227	474	2 059	2 072	2 161
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	1	1	88	88	104
COHESION DES TERRITOIRES	2 672	2 768	17 770	17 725	17 821
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	464	606	2 412	2 434	2 116
Aide à l'accès au logement	1 915	1 916	13 893	13 893	14 236
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	181	102	593	510	705
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	51	58	225	267	237
Interventions territoriales de l'Etat	12	16	84	55	56
Politique de la ville	48	70	564	565	471
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	53	64	720	690	686
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	35	44	456	428	418
Conseil économique, social et environnemental	0	0	44	44	47
Cour des comptes et autres juridictions financières	18	21	221	218	221
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	313	362	3 161	3 163	2 949
Patrimoines	132	158	1 089	1 109	1 015
Création	81	88	920	900	816
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	100	115	1 153	1 155	1 118
DEFENSE	9 090	3 705	50 861	46 676	44 774
Environnement et prospective de la politique de défense	401	117	1 785	1 541	1 458
Préparation et emploi des forces	1 907	1 080	13 266	10 540	10 380
Soutien de la politique de la défense	1 801	1 772	22 110	21 971	21 812
Equiperment des forces	4 982	737	13 699	12 623	11 125
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	58	74	755	716	1 242
Coordination du travail gouvernemental	52	67	660	620	612
Protection des droits et libertés	5	7	95	96	94
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées ⁽³⁾	0	0	0	0	536



	Mois de décembre		Cumul à fin décembre 2020		Cumul à fin décembre 2019 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	1 065	1 992	17 073	16 735	14 649
Infrastructures et services de transports	643	570	6 569	5 909	5 232
Affaires maritimes	9	15	154	160	157
Paysages, eau et biodiversité	14	16	196	191	159
Expertise, économie sociale et solidaire, information géographique et météorologie	15	62	517	519	508
Prévention des risques	4	78	796	805	812
Energie, climat et après-mines	-63	329	2 916	2 828	2 439
Service public de l'énergie	122	589	2 605	2 974	2 426
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	230	244	2 919	2 949	2 916
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat ⁽¹⁾	91	91	400	400	0
ECONOMIE	598	410	3 391	2 920	1 781
Développement des entreprises et régulations	549	351	2 562	1 863	897
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	225	30
Statistiques et études économiques	35	37	435	435	444
Stratégie économique et fiscale	15	22	393	397	410
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	1 427	1 427	36 050	36 230	40 585
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	1 352	1 352	35 802	35 802	40 256
Appels en garantie de l'Etat	64	64	93	93	77
Epargne	11	11	58	58	73
Dotations du Mécanisme européen de stabilité	0	0	98	98	3
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	179	178
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	6 206	6 347	74 021	73 969	72 710
Enseignement scolaire public du premier degré	1 948	1 951	23 102	23 101	22 549
Enseignement scolaire public du second degré	2 843	2 848	33 452	33 452	33 189
Vie de l'élève	355	419	6 042	6 041	5 638
Enseignement privé du premier et du second degrés	705	717	7 722	7 722	7 627
Soutien de la politique de l'éducation nationale	208	247	2 238	2 188	2 274
Enseignement technique agricole	146	165	1 465	1 464	1 433
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	852	978	10 311	10 226	10 328
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	637	705	7 656	7 577	7 681
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	79	109	889	894	907
Facilitation et sécurisation des échanges	124	143	1 565	1 557	1 541
Fonction publique	11	21	200	198	199
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	234	281	1 922	1 814	1 807
Immigration et asile	201	234	1 530	1 423	1 420
Intégration et accès à la nationalité française	33	48	392	391	386
INVESTISSEMENTS D'AVENIR	119	119	202	2 027	920
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	15	15	67	302	213
Valorisation de la recherche	0	0	0	620	568
Accélération de la modernisation des entreprises	104	104	135	1 105	139
JUSTICE	1 100	851	10 031	9 151	9 014
Justice judiciaire	323	291	3 829	3 480	3 473
Administration pénitentiaire	661	413	4 357	3 863	3 692
Protection judiciaire de la jeunesse	76	82	884	862	849
Accès au droit et à la justice	7	11	466	465	536
Conduite et pilotage de la politique de la justice	32	53	490	476	460
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	5	4	4
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	214	237	1 147	1 146	578
Presse et médias	40	48	419	411	282
Livre et industries culturelles	173	188	728	735	296
OUTRE-MER	123	156	2 382	2 332	2 313
Emploi outre-mer	55	58	1 724	1 728	1 700
Conditions de vie outre-mer	68	98	658	604	614



unité : million d'€	Mois de décembre		Cumul à fin décembre 2020		Cumul à fin décembre 2019 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
PLAN D'URGENCE FACE A LA CRISE SANITAIRE ⁽⁴⁾	6 261	7 062	41 820	41 820	0
Prise en charge du dispositif exceptionnel de chômage partiel ⁽⁴⁾	2 003	2 003	17 806	17 806	0
Fonds de solidarité pour les entreprises ⁽⁴⁾	4 257	4 257	11 810	11 809	0
Renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat ⁽⁵⁾	0	0	8 304	8 304	0
Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire ⁽⁶⁾	0	801	3 900	3 900	0
POUVOIRS PUBLICS	0	0	994	994	993
Présidence de la République	0	0	105	105	105
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	34
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	13	13	12
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	454	1 572	28 900	28 748	27 963
Formations supérieures et recherche universitaire	137	164	13 654	13 676	13 516
Vie étudiante	116	489	3 006	3 005	2 666
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	44	634	6 915	6 903	6 852
Recherche spatiale	56	73	1 874	1 874	1 811
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	63	127	1 931	1 827	1 708
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	15	40	947	890	837
Recherche duale (civile et militaire)	0	9	119	119	122
Recherche culturelle et culture scientifique	2	2	110	108	109
Enseignement supérieur et recherche agricoles	21	33	344	345	343
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	83	216	6 245	6 244	6 186
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	65	4 222	4 222	4 055
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	69	823	823	826
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	83	83	1 200	1 200	1 305
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	802	471	4 411	3 618	3 449
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	771	437	4 239	3 410	3 209
Concours spécifiques et administration	31	34	172	208	239
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	7 043	7 062	151 017	151 021	140 064
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	7 355	7 374	128 087	128 093	121 177
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	-312	-313	22 930	22 929	18 887
SANTE	74	91	1 766	1 724	1 142
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	28	45	830	788	150
Protection maladie	46	46	936	936	992
SECURITES	1 782	1 885	20 929	20 613	20 064
Police nationale	1 008	1 027	10 895	10 916	10 570
Gendarmerie nationale	727	786	9 517	9 100	8 922
Sécurité et éducation routières	4	8	42	41	39
Sécurité civile	42	64	474	555	533
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	2 184	2 664	29 083	29 019	25 277
Inclusion sociale et protection des personnes	1 491	1 975	14 596	14 591	11 847
Handicap et dépendance	586	589	13 069	13 067	12 009
Egalité entre les femmes et les hommes	5	7	36	37	30
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	103	93	1 383	1 325	1 392
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	-323	194	1 076	1 262	1 119
Sport	23	29	422	426	423
Jeunesse et vie associative	29	162	709	708	631
Jeux olympiques et paralympiques 2024	-376	4	-54	128	65
TRAVAIL ET EMPLOI	-35	2 605	12 929	14 736	14 514
Accès et retour à l'emploi	851	984	6 312	6 314	6 409
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	-953	1 554	5 879	7 663	7 359
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	6	6	54	83	74
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	61	61	683	677	673
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	44 107	45 933	547 709	540 699	477 406
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	37 064	38 872	396 692	389 678	337 342

⁽¹⁾ Création en LFI 2020

⁽²⁾ Changement de libellé en LFI 2020

⁽³⁾ Suppression en LFI 2020

⁽⁴⁾ Création en LFR du 23/03/2020

⁽⁵⁾ Création en LFR du 25/04/2020

⁽⁶⁾ Création en LFR du 30/07/2020



	Mois	Cumul à fin décembre		
	Décembre	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€				
Impôt sur le Revenu (A)	11 392	97 777	87 954	87 954
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	-998	2 905	3 201	3 201
Impôt sur les sociétés (C)	13 490	66 990	70 503	70 503
Impôt sur les sociétés	13 248	65 621	69 047	69 047
Contribution sociale sur les bénéficiés des sociétés	242	1 369	1 457	1 457
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	1 309	18 475	20 104	20 104
Retenues à la source sur certains bénéficiés non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	40	765	1 043	1 043
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	-12	3 238	4 683	4 683
Prélèvements sur les bénéficiés tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéficiés distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	4	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéficiés	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière	53	2 016	2 105	2 105
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	151	161	161
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	1	18	18
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	2	15	32	32
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	92	34	34
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	5	80	107	107
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	193	196	196
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	1	3	3
Prélèvements de solidarité	704	10 777	10 644	10 644
Taxe sur les services numériques	291	375	277	277
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	3	3	3
Recettes diverses	222	766	798	798
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 294	9 054	14 174	13 378
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	13 852	176 570	181 202	188 574
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	3 783	35 203	37 633	37 638
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	72	444	590	590
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	14	177	176	176
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	2	22	17	17



	Mois	Cumul à fin décembre		
	Décembre	2020	2019 retraité	2019 exécuté
	unité : million d'€			
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	471	2 488	2 998	2 998
Mutations à titre gratuit par décès	1 579	12 620	12 314	12 314
Contribution de sécurité immobilière	85	759	790	790
Autres conventions et actes civils	57	391	449	449
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	57	515	542	542
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	17	336	267	222
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	13	97	212	212
Timbre unique	30	210	415	415
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules ⁽¹⁾	46	569	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	458	9 615	10 324	10 324
Autres droits et recettes accessoires	0	4	5	5
Amendes et confiscations	3	30	47	47
Taxe générale sur les activités polluantes	9	637	1 769	1 769
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	21	68	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	50	177	182	182
Autres droits et recettes à différents titres	0	1	11	11
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	10	47	47
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	51	52	52
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	22	23	23
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	574	575	575
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	25	26	26
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	349	2 074	2 561	2 561
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	10	479	803	803
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	77	365	422	422
Prélèvement sur les paris sportifs	41	546	568	568
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	13	110	66	66
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	186	1 257	915	915
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	117	530	469	519
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)	44 123	406 975	414 772	421 353
TOTAL GENERAL (net de R&D)	37 062	255 953	274 708	281 289

⁽¹⁾ Création en LFI 2020



	Mois	Cumul à fin décembre		
		Décembre	2020	2019 retraité
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	186	4 517	5 730	5 730
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	4 061	3 934	3 934
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	86	54	54
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	154	336	1 724	1 724
Autres dividendes et recettes assimilées	32	34	17	17
Produits du domaine de l'Etat (B)	196	1 466	704	793
Revenus du domaine public non militaire	11	184	147	147
Autres revenus du domaine public	3	6	7	7
Revenus du domaine privé	7	211	278	278
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	175	683	271	271
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	0	89
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	380	0	0
Autres revenus du Domaine	0	1	1	1
Produits de la vente de biens et services (C)	255	1 711	1 763	1 763
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	101	413	448	448
Autres frais d'assiette et de recouvrement	95	944	959	959
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	34	40	40
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	3	3	3
Autres recettes diverses	59	316	313	313
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	126	362	712	712
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	42	83	77	77
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	0	25	5	5
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	6	10	13	13
Intérêts des autres prêts et avances	29	84	48	48
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	14	111	232	232
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	6	13	13
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	35	42	325	325



	Mois	Cumul à fin décembre		
	Décembre	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	889	5 030	1 977	1 977
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	343	388	540	540
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	391	1 789	214	214
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	1	73	122	122
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	2	13	14	14
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	150	2 746	1 062	1 062
Frais de poursuite	2	11	12	12
Frais de justice et d'instance	1	8	10	10
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	2	3	3
Divers (F)	757	1 683	2 992	2 992
Reversements de Natixis	34	34	122	122
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	316	316	686	686
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	543	543
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	283	479	211	211
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	3	69	235	235
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	7	7	7
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	7	9	9
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	7	8	8
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	4	6	6
Récupération d'indus	4	20	131	131
Recouvrements après admission en non-valeur	13	112	123	123
Divers versements de l'Union européenne	0	0	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	3	27	37	37
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	3	28	31	31
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	1	1	1
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	3	3	3
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	30	308	319	319
Produits divers	11	24	31	31
Autres produits divers	53	238	491	491
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	2 408	14 769	13 878	13 967



	Mois	Cumul à fin décembre		
	Décembre	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 791	-41 999	-40 848	-40 890
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 029	-26 843	-26 849	-26 947
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-3	-7	-8	-8
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-5	-27	-26	-26
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-1 226	-6 406	-5 949	-5 949
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-88	-2 497	-2 360	-2 360
Dotations élu local	-1	-101	-55	-65
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	-52	-52	-60	-60
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	-467	-467	-492
Dotations départementale d'équipement des collèges	-3	-326	-326	-326
Dotations régionale d'équipement scolaire	0	-661	-661	-661
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	0	-3	-3	-3
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-240	-2 917	-2 978	-2 978
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-22	-425	-495	-495
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	-3	-3	-3
Dotations de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	26	-107	-107	-107
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	-7	-7	-7	-7
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	-284	-284	-284
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	-48	-91	-91
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	-27	-27	0	-27
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage ⁽¹⁾	-1	-123	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française ⁽¹⁾	-8	-91	-118	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire ⁽²⁾	-80	-549	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire ⁽²⁾	-27	-27	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire ⁽²⁾	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire ⁽²⁾	-1	-1	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-2 372	-23 691	-21 025	-21 025
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-6 163	-65 690	-61 872	-61 915
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	4 248	11 639	5 491	5 491
Fonds de concours - coopération internationale	23	329	324	324
TOTAL FONDS DE CONCOURS	4 271	11 968	5 815	5 815

⁽¹⁾ Création en LFI 2020

⁽²⁾ Création en LFR du 30/07/2020



	Mois de décembre		Cumul à fin décembre					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2020	2019 exécuté	2020	2019 exécuté	2020	2019 exécuté
unité : million d'€								
Comptes d'affectation spéciale	14 239	7 263	80 689	71 719	80 807	75 169	118	3 450
Aides à l'acquisition de véhicules propres ⁽¹⁾	0	0	0	326	0	493	0	167
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	477	-66	1 326	1 387	1 144	1 360	-182	-27
Développement agricole et rural	5	2	127	130	140	143	13	12
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	29	31	297	382	376	378	79	-4
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage ⁽¹⁾	0	0	0	1 710	0	1 732	0	23
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	90	33	522	386	262	729	-260	343
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	158	212	84	117	-74	-95
Participations financières de l'Etat	6 555	493	11 701	1 122	10 920	2 815	-782	1 693
Pensions	5 886	6 090	59 549	59 021	60 812	60 320	1 262	1 298
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	276	339	313	359	37	20
Transition énergétique	1 197	679	6 732	6 704	6 757	6 723	25	19
Comptes de concours financiers	12 855	18 761	124 600	119 499	118 987	120 049	-5 613	550
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	3 128	7 068	10 923	8 146	8 304	8 242	-2 619	96
Avances à l'audiovisuel public	316	2 229	3 789	3 860	3 789	3 860	0	0
Avances aux collectivités territoriales	9 257	8 552	108 538	106 753	105 665	107 575	-2 873	821
Prêts à des Etats étrangers	95	212	570	427	483	369	-87	-58
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	59	700	780	312	747	4	-34	-309
Comptes de commerce	765	1 906	41 755	46 239	41 806	46 209	51	-30
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	54	12	567	793	578	706	11	-87
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	21	18	170	177	167	173	-3	-4
Couverture des risques financiers de l'Etat	2	2	1 518	1 413	1 518	1 413	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	71	52	638	634	647	643	10	9
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	230	1 602	38 121	42 023	38 146	42 049	25	26
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	2	0	7	2	10	10	3	8
Opérations commerciales des domaines	5	5	45	50	79	81	33	31
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	4	23	27	23	29	0	2
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur	378	211	668	1 120	639	1 105	-29	-15
Comptes d'opérations monétaires	276	893	1 897	1 817	3 418	1 864	1 521	46
Emission des monnaies métalliques	55	28	154	127	172	239	18	112
Opérations avec le Fonds Monétaire International	214	858	1 725	1 673	3 223	1 615	1 498	-58
Pertes et bénéfices de change	7	7	18	17	23	10	5	-7
TOTAL COMPTES SPECIAUX	28 135	28 823	248 941	239 274	245 018	243 290	-3 923	4 017
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	27 921	27 964	247 216	237 600	241 795	241 675	-5 421	4 075

(1) Suppression en LFI 2020



		unité : million d'€	Solde au 31/12/2019	Flux nets de l'année	Solde à fin décembre 2020
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance		302	-108	193
	Organismes à caractère financier	Caisse des Dépôts et Consignations	10	1	10
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	298	241	540
		Total organismes à caractère financier	610	133	743
		Régions	3 177	1 354	4 531
		Départements	7 387	859	8 247
	CEPL	Communes	25 264	1 543	26 806
		HLM	237	-99	137
		Autres	25 492	2 412	27 904
		Total CEPL	61 558	6 069	67 626
		Etablissements publics de santé	5 578	2 064	7 642
		Etablissements publics nationaux à caractère administratif	16 578	12 638	29 216
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	6 287	10 064	16 351
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	3 810	474	4 284
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	1 490	236	1 726
		Total établissements publics nationaux	28 165	23 412	51 577
		Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	15 455	-232	15 224
		Union européenne	3 281	-1 136	2 145
		Fonds et Fondations	70	-12	58
	GIP	841	123	964	
	EPLÉ	2 522	-12	2 510	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	Autres correspondants	10 275	-2 591	7 684	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	46	1	48	
	Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	13 755	-2 491	11 263	
	Total Dépôts de fonds du Trésor	128 402	27 819	156 221	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme		21	14	35
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme		0	0	0
	Intérêts courus sur comptes à terme		0	0	0
	Total Comptes à terme		21	14	35
Total Passif (A)			128 422	27 833	156 256
Créances résultant des placements des deniers pupillaires			0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor			0	0	0
Total Actif (B)			1	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)			128 422	27 833	156 255



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2019	Flux nets de l'année	Solde à fin décembre 2020
Titres négociables (A)	1 822 823	178 163	2 000 986
Titres négociables à moyen et long terme	1 715 890	123 488	1 839 378
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 715 890	123 488	1 839 378
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 489 494	129 874	1 619 368
- <i>taux variable</i>	200 264	-332	199 932
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	106 933	54 675	161 608
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	106 933	54 675	161 608
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	6 776	23 575	30 351
TOTAL (A+B+C)	1 829 600	201 737	2 031 337



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2019 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2019 retraité » correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2020.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dette financière de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

NB : La reprise de la dette SNCF, intervenue en janvier à hauteur de 25 Md€, est intégrée au sein des situations mensuelles à compter du mois de mars 2020.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.